



*Comment prendre en charge les
nouvelles responsabilités et solidarités
collectives ?*

Christine Mahy
**Secrétaire générale du Réseau wallon de
Lutte contre la Pauvreté**

*Intervention lors du Congrès Wallonie 2030,
Vers un contrat d'avenir pour la Wallonie dans
un cadre de régionalisation renouvelé*

Namur, 25 mars 2011

Vous me donnez la parole en disant que nous devons « questionner la réalité des personnes qui sont hors champ ». J'aurais d'abord envie de dire que les personnes qui connaissent la pauvreté et la précarité sont bien dans le champ puisque, par le regard et l'analyse que l'on peut en avoir en les fréquentant sur le terrain, en fréquentant les associations qui travaillent avec elles, les personnes qui risquent la pauvreté aujourd'hui, celles qui l'ont connue et qui ne la connaissent plus, on est en droit de dire que la pauvreté n'est pas un déterminisme qui s'impose aux gens lorsqu'ils naissent, même s'il y a une pauvreté générationnelle inscrite dans les milieux familiaux, qui est une réalité difficile à dépasser. La pauvreté a été, à un moment donné, la conséquence d'une série de choses.

Le point de vue du Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté, mais aussi de beaucoup d'acteurs aujourd'hui, est de dire que la pauvreté est une construction qui est une conséquence des politiques structurelles qui sont organisées de telle façon qu'une série de personnes ne peuvent pas tenir dans ces dispositifs ou n'y ont pas accès que ce soit en matière de logement, d'emploi, de santé, etc. On est d'ailleurs actuellement dans une étape extrêmement intense au plan sociétal : les gens sont mis en situation d'injonction paradoxale permanente par notre État puisque celui-ci n'offre plus la possibilité d'avoir accès à certains droits et pourtant sanctionne les gens de ne pas parvenir à être dans la règle.

Je peux prendre un exemple au niveau du logement : nombre de personnes aujourd'hui en ville vont avoir recours au squat, à la caravane ou au chalet en région rurale ou, dans n'importe quel endroit, à l'occupation de logements qui sont dans un état de salubrité dégradé et elles seront, si elles sont prises en défaut d'occuper ces lieux, sanctionnées par rapport aux législations actuelles, régionales entre autres, qui sont d'application, comme si la Région et le Service public et le système privé offraient la possibilité d'avoir accès à l'offre complètement, c'est-à-dire comme s'ils offraient du logement en suffisance dans le logement social public et dans le logement privé et accessible économiquement par rapport aux personnes.

Je pense qu'elles sont bien dans le champ et même doublement bien dans le champ parce que l'on peut se poser la question aujourd'hui du nombre d'emplois qui encadrent et qui s'occupent de l'ensemble des personnes qui connaissent la précarité et l'appauvrissement : des services n'arrêtent pas de se développer, des intervenants sociaux de tout type, dans

tout domaine sont à l'œuvre. Les populations pauvres aujourd'hui sont donc de grands employeurs. Paradoxalement, comment arrive-t-on à ce que ces populations puissent avoir un accès à l'emploi ? La réalité, c'est que la pauvreté est une privation. Pourquoi est-on pauvre ? Parce qu'on est privé d'un accès à la richesse matérielle (l'argent, l'accès à un logement décent, etc.), mais aussi à la richesse immatérielle (la connaissance, la formation, le réussir à l'école, le être reconnu dans les particularités que l'on porte avec soi). C'est également une privation de l'accès aux richesses naturelles, puisque le fait de pouvoir aller respirer dans l'espace public est réservé à ceux qui en ont la possibilité.

Étant du milieu rural, quand on parle des personnes qui ont l'opportunité de s'acheter un bâti en pierre, on les appelle généralement les néo-ruraux parce qu'on considère qu'ils influencent la réalité locale et à juste titre, car ils apportent et modifient des choses. J'appelle aussi des néo-ruraux, les habitants des campings et parcs résidentiels parce qu'avec moins de finances, ils trouvent la solution à la réalité de leur logement et ils influencent aussi l'environnement.

En quoi peuvent-ils être proposant ? Je vais prendre un exemple, même si pour le moment il est en débat et extrêmement controversé. Bon nombre de personnes trouvent logement aujourd'hui en caravane et dans des chalets, campings, parcs résidentiels, donc dans des zones qui sont hors zone d'habitat. Cela ne fait pas partie de ce qui, en principe, devrait être autorisé, mais cela fait 30 ou 40 ans que cela se passe. Il y a donc très longtemps que cette crise du logement est réelle et que les gens trouvent une solution dans ces endroits-là. Ce qui est problématique en Wallonie actuellement, c'est que ces personnes-là sont bien en action et sont en train de continuer à prendre leur vie en main puisqu'elles auto-construisent la solution au logement public non accessible ou insuffisant en étant en action et pas dans la passivité : elles construisent, rassemblent des moyens, reconstruisent des liens sociaux, elles thésaurisent le capital de savoir-faire et de débrouillardise qu'elles ont pour pouvoir le faire. En cela, je les trouve extrêmement responsables. Ce mode d'habitat est questionné notamment par le Gouvernement wallon qui estime que ce ne sont pas des lieux décents pour pouvoir vivre et rester. Mais ne serait-il pas plus intéressant que le Gouvernement wallon parte de l'expertise et de l'expérience des personnes pour voir comment construire avec eux, à partir de cela, les solutions au logement en recadrant l'habitat permanent dans la question globale du logement en Wallonie, dont aujourd'hui en Wallonie, en terme prospectif, on ne connaît pas la réalité ? Quand on dit qu'il y a 30.000 personnes inscrites sur des listes d'attente, on ne sait pas aujourd'hui ce que cela veut dire réellement : qui sont ces personnes ? De quoi ont-elles besoin ? Où veulent-elles aller se loger ? On ne connaît pas bien la réalité du logement privatif ni celle des chiffres des expulsions. Un état des lieux constructif avec l'ensemble des acteurs qui touchent au logement, y compris la population, pourrait être une perspective intéressante en Wallonie.

Je voudrais revenir sur la notion de responsabilité. J'ai la conviction que les gens sont responsables. Tout le monde est responsable, mais fait avec le potentiel dont il dispose en termes d'outillages matériel et immatériel. Personne ne se dit : je n'ai pas envie d'être bien, que mon salaire soit correct, que mon logement soit décent, etc. Je pense aussi que très peu de gens ne désirent pas participer au système. Mais ils doivent avoir la possibilité d'y participer en étant entendus sur leurs possibles, parce que c'est à partir de leurs possibles qu'on pourra augmenter le potentiel de place et d'espace qu'ils peuvent occuper. Quand on aborde les gens sous l'angle de « pas de responsabilité ou manque de responsabilité, donc contrôle », on tue *a priori* un potentiel de confiance et de croyance. Quelqu'un disait tout à l'heure qu'il fallait croire dans le potentiel, mettre en avant, avoir de l'ambition, et l'ambition,

c'est de croire en les Wallons et les Wallonnes et en tous les Wallons et les Wallonnes. Les gens précarisés ont envie d'être quelque chose et quelqu'un pour l'autre, c'est une certitude. Parfois, la privation dans la durée fait perdre du potentiel et quand les gens sont contraints de vivre de cette manière, l'ensemble de leur créativité doit se concentrer sur simplement satisfaire la matérialité du quotidien. Est-ce que la vie dans la durée pendant un an, deux ans, cinq ans, dix ans, vingt ans peut être de gérer simplement la matérialité du quotidien ? Cela signifie remplir un type d'assiette, payer le chauffage, avoir un logement, tout juste boucler ce qu'il faut pour l'école et surtout organiser la privation de ses enfants, devoir leur apprendre, comme bon citoyen qui doit savoir gérer avec peu en termes de compétences et éventuellement de ressources intellectuelles, mais surtout en termes de ressources matérielles, à être des super-citoyens qui ne vont pas être tentés par une société de consommation qui pourtant est organisée pour être extrêmement active puisque c'est la consommation qui fait tourner l'économie. Il faut donc consommer pour que cela marche, mais les personnes défavorisées doivent, elles, apprendre à ne pas consommer et à consommer juste exclusivement avec ce qu'elles ont. Ainsi, quand on tue cette créativité-là, il ne faut pas s'étonner de se trouver dans des circonstances où les personnes sont tellement en perte de potentiel qu'elles ont des comportements complètement décalés – des personnes ne voient pas pourquoi elles doivent payer leur loyer dans un logement public, etc. Donc si la personne ne peut plus être considérée pour elle-même en croyant à son potentiel créatif, elle va « retourner sa forme de violence sur quelqu'un ».

Cela me paraît important de dire des choses comme celles-ci et je voudrais casser les pattes à une représentation : quand on s'appelle Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté, on s'occupe de beaucoup de richesses. On se demande où sont les potentiels et comment ceux-ci sont organisés au profit de tout le monde.